

Unité départementale de la Moselle
POLYgone - bâtiment A
5 rue Hinzelin
CS 50551
57009 Metz Cedex

Metz, le 15/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/03/2025

Contexte et constats

Publié sur 

GAZELENERGIE GENERATION

ZI Saint Avold Nord
BP 80079
57500 Saint-Avold

Références : ST-AVOLD_GAZELENERGIE_2025-03-03_RAPVI_Cessation-partie1_NDS_01186
Code AIOT : 0006207853

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2025 dans l'établissement GAZELENERGIE GENERATION implanté Centrale Emile Huchet - ZI Saint Avold Nord BP 80079 57500 Saint-Avold. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le présent rapport vaut procès-verbal de réalisation des travaux relatifs à la cessation d'activité de la "partie 1" du site de la centrale Émile Huchet exploité par GazelEnergie Génération (Cf. plans en annexe).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GAZELENERGIE GENERATION
- Centrale Emile Huchet - ZI Saint Avold Nord BP 80079 57500 Saint-Avold
- Code AIOT : 0006207853
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Le site de la centrale Émile Huchet accueille depuis 1952 une centrale de production électrique thermique. La partie 1, objet de la cessation partielle d'activités, est implantée sur les bans des communes de Porcellette et Saint Avold. La partie 1 a vu l'installation des tours aéro-réfrigérantes 1 à 5 sous son emprise, aujourd'hui démantelées.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Mesure de gestion	Code de l'environnement du 31/05/2022, article R.512-39-3, version en vigueur avant le 01 juin 2022 (partiel)	Prescriptions complémentaires	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Notification de la cessation partielle d'activités	Code de l'environnement du 31/05/2022, article R512-39-1, version en vigueur avant le 01 juin 2022 (partiel)	Sans objet
2	Usage futur	Code de l'environnement du 31/05/2022, article R512-39-2, version en vigueur avant le 01 juin 2022 (partiel)	Sans objet
3	Remise en état	Code de l'environnement du 31/05/2022, article R.512-39-1, version en vigueur avant le 01 juin 2022 (partiel)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats effectués lors de la visite du 3 mars 2025 montrent que :

- l'exploitant a procédé aux opérations de mise en sécurité de la partie 1 du site ;
- la partie 1 du site a été remise en état en vue d'un usage industriel tel que prévu par les articles R. 512-39-1 et suivants du code de l'environnement ;

- les mesures de gestion ont été mises en œuvre sur la partie 1 pour garantir la compatibilité dans le temps de l'état des milieux avec l'usage industriel retenu.

Le présent rapport vaut procès-verbal de récolement de la réalisation des travaux sur la partie 1 du site tel que prévu à l'article R.512-39-3 III du code de l'environnement. Il est établi sur la base des éléments connus de l'administration lors de sa rédaction. Il ne vaut pas quitus. La responsabilité de l'exploitant demeure entière en cas d'atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. En particulier, des prescriptions visant à surveiller l'environnement autour du site pourront toujours être engagées à l'encontre de l'exploitant, même après établissement de ce procès-verbal.

En application des dispositions de l'article R.512-39-3 III du code de l'environnement, un exemplaire du présent procès-verbal doit être adressé à l'exploitant (également propriétaire du terrain) et aux maires des communes de Porcellette et Saint-Avoid.

Un projet d'arrêté préfectoral sera proposé ultérieurement au préfet pour imposer les servitudes d'utilité publique proposées par l'exploitant pour les terrains de la partie 1.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Notification de la cessation partielle d'activités

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/05/2022, article R512-39-1, version en vigueur avant le 01 juin 2022 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Cessation d'activités
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"[...] I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R.512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. [...]</p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :</p> <p>1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;</p> <p>2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;</p> <p>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement. [...]"</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a notifié par courrier du 18 décembre 2014, l'arrêt partiel des activités du site de la centrale Émile Huchet. La mise à l'arrêt définitif des tranches 4 et 5 de la centrale s'est produite à compter respectivement du 30 juin 2014 et 31 mars 2014, ainsi que de la tour aéro-réfrigérante (TAR) de la tranche 3. L'arrêt des tranches 4 et 5 incluait l'arrêt des TAR 4 et 5 (plan d'ensemble des zones à l'arrêt en annexe).</p> <p>Le courrier du 7 novembre 2022 transmet une synthèse des mesures prises pour la mise en sécurité de cette zone, dont :</p>

- l'évacuation des produits dangereux ou réutilisation sur la partie du site encore en fonctionnement ;
- la vidange et nettoyage des réservoirs ;
- l'évacuation des déchets ;
- la démolition de certains bâtiments ;
- l'interdiction d'accès aux bâtiments conservés des tranches 4 et 5 ;
- la consignation des circuits électriques et du réseau de gaz naturel alimentant la tranche 4 et 5 ;
- le maintien de la surveillance environnementale et piézométrique.

Dans le présent rapport, la cessation partielle d'activité se limite à la zone formant la partie 1 (cf. localisation en annexe) située sur les parcelles suivantes :

- Commune de Porcelette - Section 35 - Parcelle N°116
- Commune de Saint-Avold - Section 47 - Parcelles N°70 et N°1935

La superficie de la zone 1 est d'environ 96 500 m².

La cessation partielle se limite à la zone 1 en vue de l'installation des futures installations de la chaudière biomasse EHB1 (partie Nord) et du projet Emil'hy (production d'hydrogène en partie Sud) par la société EP FRANCE DÉVELOPPEMENT.

L'exploitant a transmis une Attes-Secur concernant les installations de la TAR 5 édité par la société Ginger Burgeap, le 27 avril 2023. La société Ginger Burgeap atteste sans réserve que l'exploitant a mis en œuvre les mesures de mise en sécurité de l'ensemble des installations mises à l'arrêt définitif sur son site, conformément à l'article R512-75-1 du code de l'environnement.

Lors de la visite de récolement de la partie 1 du 3 mars 2025, l'inspection des installations classées constate la mise en sécurité et notamment :

- la consignation du réseau d'alimentation en électricité ;
- l'absence de matières susceptibles de faire office de combustibles ou comburants ;
- l'absence de déchets ;
- la démolition de l'ensemble des tours aéro-réfrigérantes (TAR3, TAR4 et TAR5) ;
- le site de la centrale Émile Huchet est entièrement clôturé ;
- l'accès est sécurisé par un passage obligatoire au poste de garde de la société GazelEnergie ouvert 24 heures sur 24.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Usage futur

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/05/2022, article R512-39-2, version en vigueur avant le 01 juin 2022 (partiel)

Thème(s) : Risques chroniques, Cessation d'activités

Prescription contrôlée :

[...]

I. Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage sont libérés et que l'état dans lequel doit être remis le site n'est pas déterminé par l'arrêté d'autorisation, le ou les types d'usage à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article.

<p>"II. Au moment de la notification prévue au I de l'article R.512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation, les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions. En l'absence d'observations des personnes consultées dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant, leur avis est réputé favorable. L'exploitant informe le préfet et les personnes consultées d'un accord ou d'un désaccord sur le ou les types d'usage futur du site.</p> <p>III. À défaut d'accord entre les personnes mentionnées au II et après expiration des délais prévus au IV et au V, l'usage retenu est un usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation mise à l'arrêt. [...]"</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant est propriétaire du terrain concerné par la procédure de cessation partielle d'activité (partie 1). La copie des courriers de demande d'avis sur l'usage futur aux communes de Saint-Avold et Porcelette et à la communauté d'agglomération de Saint-Avold Synergie (CASAS) datés du 11 août 2021 et celle d'un courrier daté du 30 août 2021 de la CASAS et du 16 septembre 2021 de la commune de Saint-Avold qui donnent un accord de principe sur un futur usage industriel pour l'ensemble des anciennes tranches 3 à 5 sont présentes au dossier de cessation. L'avis de la commune de Porcelette est réputé favorable.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Remise en état

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/05/2022, article R.512-39-1, version en vigueur avant le 01 juin 2022 (partiel)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Cessation d'activités</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"[...] III.- En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3. [...]"</p>
<p>Constats :</p> <p>Les études prises en compte dans le cadre de la cessation partielle d'activités se limitent à la partie 1 du site de la centrale Émile Huchet qui a pour projet d'accueillir les futures installations de la chaudière biomasse EHB1 (partie Nord) et du projet Emil'hy (production d'hydrogène en partie Sud) par la société EP FRANCE DÉVELOPPEMENT.</p> <p>L'exploitant a transmis au préfet une attestation d'adéquation des mesures de gestion proposées pour la réhabilitation d'installations mises à l'arrêt définitif (ATTES-Mémoire référence CE3700604 / R1123641) datée du 18 décembre 2024 et établie par la société Ginger Burgeap dument certifiée</p>

selon les exigences du référentiel défini à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 9 février 2022.

L'ATTES-Mémoire se base sur plusieurs études :

- Mémoire de réhabilitation - Partie 1 étendue, GINGER BURGEAP, daté du 18 décembre 2024, (CE3700604 / RE1123639-01) ;
- Mise à jour de plan de gestion - Partie 1 étendue - GINGER BURGEAP, daté du 8 août 2024, (CE3700503 / RE1103965-01) ;
- Diagnostic environnemental du milieu souterrain et plan de gestion - Partie 1 daté du 5 avril 2024 (référéncé CESICE210836 - CE3700460 / RESICE12801-03).

Il ressort de cette ATTES-Mémoire que les investigations sur les sols et les gaz du sol réalisées ont montré :

- pour les sols : pas d'impact en COHV - présence de traces de métaux lourds et d'hydrocarbures ;
- pour les gaz du sol : présence d'hydrocarbures pétroliers totaux au droit de la zone des anciennes TAR 1 et 2 (partie Nord) ;
- pour les eaux souterraines : impact en COHV.

Les voies de transfert retenues sur le site sont :

- l'inhalation de composés volatils ;
- l'ingestion/l'inhalation de poussières contaminées.

Le démantèlement et la démolition de certains ouvrages de la zone 1 (TAR 3 et 4 ainsi que la piscine de la TAR 5) sont régis par l'arrêté préfectoral complémentaire DCAT/BEPE/n°2023-49 du 01/03/2023 imposant l'analyse de la qualité des sols après travaux. Ces analyses ont été effectuées et sont consignées dans le rapport GINGER BURGEAP « Diagnostic environnemental du milieu souterrain - Démantèlement des TAR 3,4,5 » référencé CE3700503 / R1099247-01 en date du 5/07/2024.

Ces investigations sur les sols, ont montré :

- l'absence de pollution concentrée en HAP, BTEX, PCB, COHV et hydrocarbures totaux ;
- l'absence d'amiante ;
- la présence de silice en bruit de fond probablement liée à la nature intrinsèque des matériaux prélevés (sables gréseux naturellement riches en silice).

En l'absence de sources concentrées au droit de la zone et au regard de l'analyse des risques résiduels prédictive de Ginger Burgeap du 8 août 2024 sur l'ensemble de la partie 1, l'état de la zone 1 est compatible avec l'usage envisagé. Aucune mesure de dépollution du sol/sous-sol n'a été réalisée et aucun seuil de réhabilitation n'a été proposé par l'exploitant.

La société Ginger Burgeap atteste, sans réserve, de l'adéquation des mesures proposées par l'exploitant pour la réhabilitation du site.

Il est noté la présence au droit de la nappe phréatique d'un impact en COHV dont les sources sont extérieures à la zone concernée par la présente ATTES-Mémoire. La partie 1 se situe en aval de la source principale de pollution des sols en COHV (magasin principal), aujourd'hui dépolluée, et de la source secondaire (Wonderbuilding), dépollution planifiée en 2025.

Lors de la visite de récolement de la partie 1 du 3 mars 2025, l'inspection des installations classées constate la remise en état du site, et notamment l'absence de traces visibles de pollution.

La mise en sécurité et la remise en état du site ont été réalisées en vue d'un usage futur de type industriel.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mesure de gestion

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/05/2022, article R.512-39-3, version en vigueur avant le 01 juin 2022 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Cessation d'activités
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"[...]</p> <p>I. - Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ; 2. Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ; 3. En cas de besoin, la surveillance à exercer ; 4. Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage. <p>[...]"</p>
<p>Constats :</p> <p>La surveillance de la qualité des eaux souterraines est réalisée par GazelEnergie Génération dans le cadre de l'arrêté préfectoral n°2018-DCAT-BEPE-140 du 05 juillet 2018. La surveillance des eaux souterraines est maintenue dans le cadre de l'exploitation de la tranche 6.</p> <p>Liste des restrictions d'usage à mettre en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pour de nouveaux bâtiments et aménagements extérieurs, conformément à l'état de l'art et aux règles usuelles mises en œuvre dans le cadre d'un aménagement au droit d'un site ayant accueilli une activité industrielle, les réseaux d'amené d'eau potable devront être mis en place dans un fossé de 1 x 1 m rempli de terre saine ; • utilisation de conduites d'alimentation en eau potable en matériau anti-perméation avec barrière métallique (matériau de la canalisation, ou canalisation triple couche avec feuille métallique, ou fourreau acier) et protection contre la corrosion ; • ventilation minimale de 0,3 vol/h dans les bâtiments, notamment dans les bâtiments modulaires ; • l'utilisation des eaux souterraines au droit du site est proscrite en l'absence de toute nouvelle étude (infiltration des eaux pluviales, pompe à chaleur, puits privés, etc.) ; • Absence de plantation de jardins potagers ou d'arbres fruitiers/ d'élevages d'animaux sur les sols en place ; • Gestion appropriée des déblais en cas de travaux de terrassement ; • Conservation des ouvrages de prélèvements (piézomètres, piézairs) en bon état et libre

accès pour prélèvements ;

- Poursuite du suivi de la qualité des eaux de la nappe.

En application R. 512-39-4 du code l'environnement, un projet d'arrêté préfectoral sera ultérieurement proposé au préfet pour imposer les servitudes d'utilité publique proposées par l'exploitant pour la partie 1. Au regard de l'ATTES-Mémoire transmise par le bureau d'études dument certifié et des différentes études transmises (Cf points de contrôle n°3 et n°4), l'inspection des installations classées considère que la partie 1 du site a été placée dans un état tel qu'il permet un usage futur de type industriel.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Prescriptions complémentaires

Proposition de délais : 3 mois